

mémorandum sur la coopération en matière de sécurité, suite au refus de l'armée burundaise d'appliquer les décisions du 11 mars 1994 de l'exécutif pour enrayer la violence, mémorandum destiné au gouvernement belge et à la Commission européenne et dont le texte final a été peaufiné le 28 mars 1994 lors d'une réunion présidée par Laurence Ndadaye chez Guillaume Warnier.

Le mise en garde pressante du Président Ntaryamira sur les risques d'embrasement généralisé de la région des Grands lacs et l'arrivée à Bruxelles de son émissaire spécial, qualifiée par Laurence Ndadaye de « mission de la dernière chance », connaîtront moins d'une semaine d'espoir, puis un terrible coup d'arrêt : l'attentat terroriste du 6 avril 1994 à l'aéroport de Kanombe !

Le lendemain, le ministre Léonard Nyangoma renouait ses contacts avec la cellule de crise après avoir tenu une conférence de presse à l'IPC, accompagné par le Vice-président du parlement, Christian Sendegeya et l'ambassadeur du Burundi à Bruxelles, et après avoir réclamé en vain un déploiement de 5000 casques bleus sous le couvert du Chapitre VII de la Charte de l'ONU.

L'enjeu de cette année électorale, souligné dans le livre, reste bien de parachever la seconde révolution burundaise, après celle de la décolonisation au début des années soixante : la libération du peuple.

A ce stade, le CNDD-FDD et ses alliés (Palipe – Agakiza ou libérateur) représentent « le réveil des orphelins de